



J'ai lu avec la plus grande attention les analyses faites par Jacques et Jean-Yves. Je partage bien évidemment ces analyses et dénonce avec eux la surexploitation des nappes souterraines et les conséquences désastreuses de cette surexploitation pour l'ensemble des espèces de la planète.

Sans avoir les connaissances de Jean-Yves, j'ai été surpris de l'effet de recharge des nappes superficielles durant ces six derniers mois. J'en veux pour preuve une « mare » creusée dans les années 90 à environ 30 m du bord du Cher et alimentée simultanément par une source et la nappe alluviale du Cher. Depuis 2005, la source était tarie et le niveau de la mare (avec quelques jours de décalage) suivait le niveau du Cher. Grosse surprise depuis février, le niveau de la mare n'a jamais été aussi haut, hors période de crue du Cher. Depuis un mois, le niveau de la mare reste supérieur au niveau du Cher. Pour en avoir beaucoup discuté avec le propriétaire, je vais essayer de donner quelques explications, mais je serais heureux que vous me donniez aussi votre propre interprétation. Les nappes phréatiques superficielles dépendent bien évidemment des quantités d'eau tombées en automne et en hiver, mais aussi d'autres paramètres. Des quantités excessives de pluies en peu de temps conduisent à la crue des rivières sans une recharge satisfaisante des nappes (ex, la crue du Cher en mai 2016). La période novembre 2019-Février 2020 en Indre et Loire a été l'objet d'une humidité permanente ponctuée de petites pluies très fréquentes. En aval (cad en Indre et Loire), le Cher a toujours été loin de son niveau critique laissant envisager une crue. Il semble donc que les pluies de cette période aient été bénéfiques à la recharge des nappes superficielles et à la réalimentation de petites sources tariées depuis 2005.

Venons-en maintenant à la surexploitation des nappes superficielles et profondes. Pour être allé hier à Paris, j'ai traversé la Beauce et constaté que les canons à eau étaient en pleine activité. Force est de constater (en jardinant) que les quelques semaines de chaleur intense et les quelques jours de vent du nord soutenu, en mars et en avril, ont conduit à une croûte de terre très compacte et très sèche de plusieurs centimètres de profondeur. Cet état, pousse les exploitants à l'arrosage. Comme vous le dites, la surexploitation agricole dès le printemps est l'une des causes du tarissement des nappes superficielles ou au moins à leur maintien à des niveaux très bas. Il en va autrement des nappes profondes, voire captives. La pollution agricole des nappes superficielles et des cours d'eau (par les pesticides) conduisent au puisage de l'eau potable dans les nappes profondes qui échappent encore à la pollution agricole. Seules les grandes métropoles peuvent avoir des usines de traitement capables de rendre une eau chimiquement très polluée (celle des fleuves et rivières) en eau potable. En milieu rural, les installations ne le permettent pas et on en arrive à délaisser les nappes superficielles pour puiser de plus en plus profond. Le tarissement des nappes profondes qui ont un taux de renouvellement très faible, est donc amorcé. J'enrage par ailleurs de la modification préfectorale des cartes IGN rendant compte des rus et des fossés. Des dizaines de milliers de km ont disparu dans les nouvelles cartes, permettant ainsi aux agriculteurs de ne plus respecter les 5 m de part et d'autre des rus et fossés pour l'épandage de pesticides. Ce sont pourtant les fossés et autres nappes stagnantes dans les champs qui constituent, l'hiver, les réservoirs d'alimentation des nappes superficielles. Ainsi, les préfetures sont responsables d'une sur-pollution des nappes superficielles ! Avec le temps, un jour viendra également où la pollution agricole gagnera les nappes profondes. Les nappes profondes doivent être considérées

comme abritant une matière non renouvelable. Afin d'enrayer ces mécanismes désastreux pour les eaux potables, il n'existe qu'une solution : améliorer la qualité de nos eaux par le « zéro pesticide ». Pour moi, la gestion de la qualité de l'eau est une priorité absolue. Priver simultanément les exploitants agricoles de pesticides et d'arrosage reviendra, changements climatiques obligent, à tuer notre agriculture, faire disparaître nos agriculteurs et à sortir de notre indépendance alimentaire (totale aujourd'hui pour les consommateurs respectant la saisonnalité des produits). Jusqu'à la Révolution, la famine existait en France, liée déjà à des conditions climatiques annuelles exceptionnelles. L'artificialisation des rivières a été essentielle au 18^e et 19^e siècle pour l'agriculture (et aussi pour l'industrie consommatrice d'eau). Vous trouverez que mes propos poussent le bouchon un peu loin, mais le Covid 19 vient nous montrer que même au 21^e siècle, la réalité peut dépasser la fiction. Pour en rester au Covid 19, les ONG déplorent un fort accroissement des famines dans de très nombreux pays du globe en raison des transports plus difficiles et plus chers et de l'augmentation du prix des denrées alimentaires basiques.

J'admets volontiers qu'aujourd'hui la pluie est très mal répartie. Le sud de la France est ainsi devenu en moins de 20 ans, la zone qui connaît le plus de crues dévastatrices et meurtrières. Mais je ne pense pas qu'aujourd'hui et en moyenne, la France manque d'eau. Des régions en manquent et d'autres en ont beaucoup trop. C'est la gestion stupide de l'eau en France qu'il faut totalement revoir ne serait-ce qu'à cause des changements climatiques. La trajectoire actuelle de lutte contre l'élévation de température montre que rien ne sera réglé avant 2100-2200. Alors agissons aujourd'hui. Quand on reçoit du pétrole de Russie ou du gaz de Norvège, rien n'empêche de créer des réseaux pour alimenter les régions déficitaires en eau en retenant une partie de celle qui tombe en excès dans le sud. Ce serait un acte fort de prouver ce qu'on nous serine depuis 40 ans que l'eau est le « patrimoine commun de la nation ».

Jean-Pierre PESTIE